



Le djihadisme au Sahel après la chute de Daech

Djallil Lounnas

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2019/2 Été , PAGES 105 À 114

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300027

DOI 10.3917/pe.192.0105

Date de mise en ligne : 05/06/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-105?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le djihadisme au Sahel après la chute de Daech

Par **Djallil Lounnas**

Djallil Lounnas, docteur en science politique de l'université de Montréal (Canada), est professeur de relations internationales à l'université Al Akhawayn (Maroc).

Alors que Daech et Al-Qaïda se sont violemment affrontés au Moyen-Orient, leurs « filiales » sahéniennes ont eu tendance à s'éviter. Depuis 2017, elles ont même entamé un rapprochement et coopèrent occasionnellement. La chute de Daech en zone syro-irakienne aura des répercussions au Sahel. S'il n'est pas dit que l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) fusionnent, il est en revanche assuré que le djihadisme perdurera dans la zone.

politique étrangère

Depuis 2017, des rumeurs circulent au Mali sur un rapprochement inédit entre les « filiales » sahéniennes de Daech et d'Al-Qaïda, à savoir l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) dirigé par Abou Walid Al-Sahraoui, et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) commandé par Iyad Ag Ghali. Ces deux dirigeants et leurs lieutenants se seraient rencontrés à plusieurs reprises entre décembre 2017 et février 2018¹. Ainsi, en janvier 2018, l'Agence France Presse (AFP) indiquait avoir reçu une déclaration du porte-parole de l'EIGS, annonçant que les deux organisations, l'EIGS et le GSIM, coopéraient pour lutter contre la coalition anti-terroriste du G5 Sahel (G5S²). Cette déclaration marquait une différence majeure entre ces deux groupes sahéniens et leurs « maisons mères » du Moyen-Orient, qui s'étaient affrontées à plusieurs reprises.

La proclamation du califat en 2014 par Daech a eu des répercussions au Sahel mais, à l'exception d'un affrontement d'envergure en juin 2015 entre l'EIGS et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), les deux mouvances

1. Voir « Sahel : Iyad Ag Ghaly tente-t-il un rapprochement avec Abou Walid al-Sahraoui ? », *Jeune Afrique*, 15 février 2018, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

2. Voir les articles de l'AFP et du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* du 13 janvier 2018, « Union des djihadistes contre la force du G5 Sahel, selon un groupe se réclamant de l'EI », disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

se sont constamment évitées. En décembre 2015, Yahia Abou Hammam, chef d'AQMI au Sahel, regrettait les affrontements inter-djihadistes qu'il qualifiait de « grande *fitna* [schisme] à l'intérieur de l'islam à l'heure où les ennemis de l'Oumma se rassemblent et où il est un devoir pour les musulmans de s'unir »³.

La fusion des groupes djihadistes proches d'Al-Qaïda a donné naissance, en mars 2017, au GSIM, qui a multiplié les attaques à travers tout le Sahel, y compris dans des pays – comme le Burkina Faso – jusque-là relativement épargnés par la violence djihadiste. De son côté, l'EIGS a poursuivi sa montée en puissance. La persistance de l'absence d'État en Libye, le repli des groupes de l'État islamique libyen vers le Sud, la chute de Daech au Moyen-Orient avec la perspective du retour possible de plusieurs milliers de combattants nord-africains de la zone syro-irakienne, ont ravivé les craintes de déstabilisation du Sahel.

Les limites du djihad sahélien d'Al-Qaïda

Le GSIM est le fruit de la fusion des quatre principales organisations djihadistes sahéliennes liées à Al-Qaïda : AQMI dirigée par Yahia Abou Hammam, Ansar Dine commandée par le Touareg Iyad Ag Ghali, Al-Mourabitoune avec pour chef Mokhtar Belmokhtar, et la Katiba du Macina du Peul Amadou Koufa. Peu après cette fusion, Iyad Ag Ghali expliquait, dans une interview accordée à *Al Massar*, journal en ligne d'Al-Qaïda : « Nos ennemis sont les Juifs et les chrétiens, les ennemis des musulmans, mais c'est la France qui reste notre ennemi historique dans cette partie du monde islamique, et tous ceux qui l'aident, comme l'Amérique, l'Allemagne, la Suède et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui les ont rejoints, dont le Tchad, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Sénégal ou encore le Niger⁴. »

Plusieurs lectures peuvent être faites de la création du GSIM. Elle peut être vue, tout d'abord, comme une réponse à la création, sous l'égide de la France, d'une force armée conjointe entre la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, plus connue sous l'appellation de G5 Sahel. Ensuite, le GSIM peut être perçu comme une réponse à l'EIGS, affilié à Daech⁵. Iyad Ag Ghali a prêté allégeance à Ayman Al-Zawahiri, chef suprême d'Al-Qaïda, à Abdelmalek Droukdel, émir d'AQMI, et au

3. Interview de Yahia Abou Hammam, chef d'AQMI au Sahel, réalisée par l'agence de presse mauritanienne Al Akhbar, en janvier 2016, disponible sur : <<http://arc.alakhbar.info>>.

4. M. Bachir, « La France, notre premier ennemi, selon l'émir du Sahel Iyad ag-Ghali », *The Middle East Eye*, 4 avril 2017, disponible sur : <www.middleeasteye.net>.

5. Entretien avec Serge Daniel, journaliste à RFI et spécialiste du terrorisme, mars 2017.

successeur du mollah Omar, Haibatullah Akhundzada, chef des talibans et Commandeur des croyants depuis mai 2016. Enfin, la création du GSIM et, plus particulièrement, la nomination d'un Touareg à sa tête, montre la volonté d'Al-Qaïda d'étendre son recrutement au-delà des populations arabes. Un observateur rencontré à Bamako affirme : « Iyad Ag Ghali a traduit le discours d'Al-Qaïda en tamashek, la langue parlée par les Touaregs, confirmant ainsi que le combat d'Al-Qaïda est aussi devenu un combat local, et non pas seulement une sorte de croisade internationale, sans rapport avec les réalités locales du Mali ou du Sahel⁶. »

Ainsi cette reconfiguration de la mouvance djihadiste peut-elle être perçue comme une nouvelle tentative de « sahélistation » d'Al-Qaïda, après les lourdes pertes subies depuis 2013 suite aux interventions militaires françaises (opération Serval, puis opération Barkhane). Elle a aussi permis à Al-Qaïda de dominer l'ensemble des factions djihadistes dans la région avec environ 800 à 1 000 combattants. Le GSIM a diffusé en juillet 2017 une vidéo mettant en scène six otages occidentaux, tandis que se tenait un sommet du G5 auquel participait Emmanuel Macron. Dans les années 2000, les prises d'otages avaient permis à AQMI d'engranger plus de 120 millions d'euros de rançons, tout en occupant les devants de la scène djihadiste grâce à leur médiatisation⁷. En outre, le GSIM a multiplié les attaques spectaculaires dans l'ensemble de la région. En mars 2018, il a par exemple ciblé l'ambassade de France et l'état-major des armées burkinabées à Ouagadougou.

Une nouvelle tentative de « sahélistation » d'Al-Qaïda

Cette dernière attaque est intervenue quelques semaines après une opération de l'armée française qui avait permis de neutraliser plusieurs cadres du GSIM, comme Malick Ag Wanasnat, ancien colonel de l'armée malienne et proche d'Iyad Ag Ghali⁸, et Hassan Al-Ansari, le bras droit de Mokhtar Belmokhtar⁹. Par ailleurs, Iyad Ag Ghali a dû faire face à la concurrence de l'EIGS, qui a suscité des défections dans son camp. En effet, à la fin 2017, Sultan Ould Badi, émir de « la *katiba* Salah Eddine », une des principales composantes du groupe Ansar Dine, a annoncé son ralliement à l'EIGS. Au final, malgré la multiplication des attentats

6. Entretien avec un observateur à Bamako, Mali, mars 2017.

7. « Otages au Sahel : une coalition terroriste publie une vidéo à l'heure du G5 Sahel », RFI, 2 juillet 2017, disponible sur : <www.rfi.fr>.

8. « Sécurité Mali : un proche d'Iyad Ag Ghali tué dans un raid de Barkhane à la frontière algérienne », *Jeune Afrique*, 15 février 2018, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

9. « Ouagadougou : qui est Hassan al-Ansari, tué dans un raid français en février? », RFI, 4 mars 2018, disponible sur : <www.rfi.fr>.

spectaculaires et une stratégie de communication rôdée, le GSIM n'est pas parvenu à recruter massivement. Selon certains experts, ses effectifs auraient même baissé¹⁰.

Dans ce contexte, Yahia Abou Hammam, homme de confiance d'Abdelmalek Droukdel, émir d'AQMI et, de ce fait, *alter ego* d'Iyad Ag Ghali au Sahel, a occupé les devants de la scène à compter de l'automne 2018. C'est lui qui a revendiqué les attentats contre des dirigeants de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une alliance d'organisations rebelles engagées dans le processus de paix et dans le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) associé¹¹. Le MOC est une force mise en place au Nord

Le GSIM a subi une série de coups très durs

Mali en vue de maintenir la sécurité et de favoriser la réconciliation entre les différentes factions rebelles. En octobre 2018, Yahia Abou Hammam a diffusé une vidéo dans laquelle il menaçait directement la France. Étant donné l'importance des cibles de ces attaques et menaces, il aurait été logique qu'Iyad Ag Ghali les revendique en personne. Le fait que la revendication ait été le fait de Yahia Abou Hammam pourrait indiquer sa prise progressive de la tête du djihad sahélien, et tendrait à corroborer les rumeurs voulant qu'Abdelmalek Droukdel ne soit pas satisfait des résultats du chef actuel du GSIM et de sa «stratégie de sahélistation¹²».

Par la suite le GSIM a subi une série de coup très durs. En novembre 2018, l'armée française a mené une opération qui s'est soldée par la mort de plusieurs dizaines de djihadistes¹³. Donné pour mort, Amadou Koufa réapparaît en mars 2019 dans une vidéo, mettant fin ainsi aux spéculations sur son sort¹⁴. Le coup le plus sévère subi par le GSIM est la mort de celui qui était considéré comme le numéro deux de l'organisation, Yahia Abou Hammam, en février 2019¹⁵. Certains analystes estiment que le GSIM pourrait être repris en main directement par Abdelmalek Droukdel, ce qui réorienterait la stratégie du groupe dans un cadre de djihad nord-africain et non plus spécifiquement sahélien. Cela pourrait

10. Voir A. Arroudj, «Sahel : la reddition d'un chef d'Aqmi affaiblit les djihadistes», *Le Figaro*, 19 août 2018, disponible sur : <www.lefigaro.fr>.

11. Voir «Mali : le Mécanisme opérationnel de coordination se déploie à Tombouctou», RFI, 26 mai 2018, disponible sur : <www.rfi.fr>.

12. Entretien avec Serge Daniel, journaliste à RFI et spécialiste du terrorisme au Sahel, octobre 2018.

13. Voir *Jeune Afrique*-AFP, «Le Mali confirme que le chef jihadiste Amadou Koufa a "probablement" été tué lors d'un raid mené avec la France», *Jeune Afrique*, 24 novembre 2018, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>. Notons ici qu'AQMI a démenti la mort de Koufa, sans pour autant fournir de preuve.

14. B. Ahmed, «Mali : annoncé mort, le chef djihadiste Amadou Koufa apparaît dans une vidéo de propagande», *Jeune Afrique*, 1^{er} mars 2019, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

15. «Mali : Djamel Okacha, l'un des principaux chefs jihadistes au Sahel, tué dans un raid de Barkhane», *Jeune Afrique*, 22 février 2019, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

avoir un impact sur les soutiens d'Iyad Ag Ghali, notamment parmi les membres d'Ansar Dine, organisation dont la stratégie se concevait exclusivement dans une perspective malienne¹⁶.

D'autres observateurs nuancent cette analyse, et estiment qu'Iyad Ag Ghali demeurera le chef du GSIM, en dépit d'un bilan en demi-teinte¹⁷. À cet égard, une vidéo réunissant Iyad Ag Ghali, Yahia Abou Hammam et Amadou Koufa a été mise en ligne par le GSIM le 8 novembre 2018, quelques jours avant la mort annoncée de Koufa. Cette vidéo a attiré l'attention, car Amadou Koufa y prenait la parole et appelait les Peuls à s'engager dans le djihad¹⁸. Elle visait également à démentir les rumeurs de division entre les chefs djihadistes. Toutefois, ce n'est pas Iyad Ag Ghali qui a démenti, quelques jours plus tard, la mort de Koufa mais l'émir d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, suscitant une nouvelle fois des interrogations sur le rôle d'Iyad Ag Ghali¹⁹. Cette conjoncture difficile a poussé le GSIM à reprendre l'initiative, en multipliant les attaques. En mars 2019, 23 militaires maliens ont été tués lors de l'attaque du camp de Dioura²⁰.

La montée en puissance de l'État islamique dans le Grand Sahara

Abou Walid Al-Sahraoui, numéro deux d'Al-Mourabitoune, a annoncé en mai 2015 l'allégeance de ce groupe à Daech : « Le mouvement Al-Mourabitoune annonce son allégeance au Calife des Musulmans, Abou Bakr Al-Baghdadi, bannissant ainsi les divisions et les dissensions au sein de la communauté musulmane. » Cette allégeance a immédiatement été rejetée par Mokhtar Belmokhtar, émir d'Al-Mourabitoune qui, de son côté, a réaffirmé son attachement à Al-Qaïda et à son chef Ayman Al-Zawahiri. La conséquence ne s'est pas fait attendre : Abou Walid Al-Sahraoui a quitté Al-Mourabitoune pour créer un groupe lié à Daech : l'État islamique dans le Grand Sahara (EISG). Lemine Ould Mohamed Salem, journaliste mauritanien auteur de livres de référence sur le djihadisme sahélien, estime que, « la trajectoire d'Al-Sahraoui est plutôt linéaire : il a rejoint, le MUJAO (2011-2013) puis Al-Mourabitoune (2013-2015) et finalement Daech à partir de mai 2015, se ralliant, à chaque étape, à une organisation plus radicale que la précédente²¹ ». Par ailleurs, l'allégeance à Daech doit aussi être

16. Entretien avec Serge Daniel, journaliste à RFI et spécialiste du terrorisme au Sahel, octobre 2018.

17. Entretien avec un connaisseur du dossier, Bamako, Mali, novembre 2018.

18. Voir « Au Mali, trois importants chefs djihadistes appellent à poursuivre le djihad », *Le Monde*, 9 novembre 2018, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

19. « Mali : Aqmi dément la mort d'Amadou Koufa, le chef jihadiste malien », *Jeune Afrique*, 12 décembre 2018, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

20. « Mali : le bilan de l'attaque du camp militaire de Dioura réévalué à 23 morts », *Jeune Afrique*, 19 mars 2019, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

21. Entretien avec Lemine Ould Mohamed Salem, octobre 2018.

perçue comme le fruit d'un calcul politique visant à « bénéficier de l'aura de cette organisation, alors en pleine expansion, pour pouvoir mobiliser des partisans au niveau sahélien ».

Pour autant, l'EIGS a mis plus de deux ans avant d'être en mesure de concurrencer Al-Qaïda. En mars 2017, un spécialiste interviewé à Bamako notait : « La présence de Daech au Sahel reste, pour l'instant, très limitée, voire inexistante²². » Selon lui, l'EIGS était alors formé principalement d'ex-membres du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest (MUJAO) et « les groupes issus d'AQMI et Ansar Dine » demeuraient plus puissants. L'EIGS était essentiellement présent dans la région de Gao et Gossi au Mali²³, et ses effectifs variaient entre une quarantaine et une centaine de combattants. Notons par ailleurs que Daech n'a reconnu l'allégeance d'Al-Sahraoui qu'en septembre 2016, soit plus d'un an après la création de l'EIGS.

L'embuscade de Tongo Tongo au Niger, en octobre 2017, a cependant changé la donne, en accroissant considérablement l'aura du groupe d'Al-Sahraoui dans les cercles djihadistes. Au cours de cette attaque, l'EIGS a réussi à tuer une dizaine de militaires dont quatre Américains²⁴. Par ailleurs, l'organisation a suivi deux stratégies efficaces qui lui ont permis, au fil du temps, de se protéger et d'augmenter ses effectifs. D'une part, elle a adopté la stratégie dite « des frontières », consistant à maintenir ses bases à proximité de zones frontalières poreuses. La zone à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso permet en effet aux djihadistes d'opérer dans la clandestinité à l'abri d'un important couvert végétal. D'autre part, l'EIGS s'est efforcé de recruter localement, notamment au Burkina Faso. Pour Serge Daniel, journaliste et auteur de plusieurs livres sur le djihadisme au Sahel, l'EIGS a servi de passerelle entre différentes organisations criminelles locales et groupes djihadistes. En outre, le prestige acquis avec l'attaque de Tongo Tongo a permis de tirer profit de défections au sein du GSIM. Par exemple, une centaine de Peuls, membres de la Katiba du Macina d'Amadou Koufa, ont décidé de se rallier à l'EIGS²⁵. Ainsi, à partir du milieu de l'année 2018, l'EIGS a pu aligner entre 300 et 400 hommes, et être en mesure de concurrencer le GSIM.

22. Entretien avec un observateur, Bamako, Mali, mars 2017.

23. Entretien téléphonique avec Serge Daniel, journaliste à RFI, mars 2017.

24. Voir sur cette embuscade H. Cooper, T. Gibbons-Neff et E. Schmitt, « Military Inquiry Finds Soldiers Were Unprepared in Deadly Niger Ambush », *The New York Times*, 18 mai 2018, disponible sur : <www.nytimes.com>.

25. J. Warner et C. Hulme, « The Islamic State in Africa: Estimating Fighter Numbers in Cells Across the Continent », *Center for Combating Terrorism*, vol. 11, n° 7, août 2018, disponible sur : <https://ctc.usma.edu>.

Quel avenir pour les relations entre l'EIGS et le GSIM ?

La chute du califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi en zone syro-irakienne pose la question de l'avenir des filiales de Daech dans le monde, et de leurs relations avec Al-Qaïda. La mouvance djihadiste sahélienne semble avoir opté pour la coopération plutôt que pour la poursuite de la rivalité. Peu après la chute de Raqqa, Iyad Ag Ghali et Abou Walid Al-Sahraoui se seraient rencontrés. Des rencontres entre leurs lieutenants respectifs auraient également eu lieu à plusieurs reprises entre janvier et février 2018, dans la perspective d'unifier leurs efforts²⁶. Ainsi, en janvier 2018, un certain Amar, se présentant comme le porte-parole de l'EIGS déclarait : « Nos frères Iyad Ag Ghali et les autres moudjahidines défendent comme nous l'islam. Pour combattre les mécréants, nous nous donnons la main... Nous allons continuer à lutter ensemble²⁷. » De son côté, la mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a affirmé avoir reçu des informations selon lesquelles « les deux groupes agissaient en parallèle et probablement en collaboration²⁸ ».

Une telle collaboration ne va pourtant pas de soi. D'un point de vue idéologique, le GSIM, en tant qu'organisation affiliée à Al-Qaïda, appartient au courant de pensée salafiste-djihadiste, tandis que l'EIGS, en affilié à Daech, est censé être proche du courant néo-takfiriste. Toutefois, si AQMI et le GSIM se placent clairement dans les traditions salafistes-djihadistes à travers leurs référents idéologiques et leurs publications, l'EIGS, pour sa part, n'a rendu public aucun document permettant de l'assimiler au courant takfiriste. À cet égard, Lemine Ould Mohamed Salem note que « dans les faits, le courant takfiriste serait peu représenté dans les rangs de l'EIGS. Cette organisation est d'origine sahélienne et avait également inclus une forte présence de Maghrébins, ce qui y limiterait le takfirisme²⁹ plutôt

26. Voir « Sahel : Iyad Ag Ghaly tente-t-il un rapprochement avec Abou Walid al-Sahraoui ? », *Jeune Afrique*, 15 février 2018, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

27. AFP, « Union des djihadistes contre la force du G5 Sahel, selon un groupe se réclamant de l'EI », *L'Orient-Le Jour*, 13 janvier 2018, disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

28. *Id.*

29. La mouvance djihadiste nord-africaine et sahélienne, exception faite du GIA algérien entre 1994 et 2002, s'est toujours placée idéologiquement comme étant d'obédience salafiste djihadiste, dans la lignée d'Al-Qaïda. Dans cette perspective, sont qualifiés d'apostats les régimes en place et leurs soutiens tandis que les populations civiles sont censées être épargnées de la violence en faveur du prêche du véritable islam (*daawa*). Le takfirisme pour sa part, matrice idéologique de l'État islamique, pour sa part considère comme apostats non seulement les régimes en place mais également les sociétés qui n'appliquent pas strictement l'islam. Voir sur ce sujet l'excellent ouvrage d'A. Mghadem et B. Fishman, *Fault Lines in Global Jihad: Organizational, Strategic and Ideological Fissures*, Londres et New York, Routledge, 2013.

étranger aux courants de pensée djihadistes de l'Afrique du Nord-Sahel. Le ralliement à Daech est plus le fruit d'un calcul que celui d'une adhésion idéologique³⁰. »

Entre mai et juillet 2018, des assassinats de civils ont été attribués à l'EIGS dans la commune de Menaka au nord-est du Mali – événements qui constituent généralement la signature du takfirisme. Lemine Ould Mohamed Salem explique cependant que ces assassinats doivent être replacés dans le contexte d'un EIGS « évoluant dans une région de conflits entre les populations. Les violences sont plus liées à des litiges et différends locaux qu'à des raisons idéologiques.³¹ »

Des assassinats de civils ont été attribués à l'EIGS

Le massacre d'Injalane, en juillet 2018, s'inscrit quant à lui dans le contexte d'affrontements entre l'EIGS et deux groupes touaregs engagés contre les djihadistes : le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et le Groupe d'autodéfense touareg Imghad, et alliés (Gatia³²). Par ailleurs, s'il y a eu effectivement des violences exercées contre les populations civiles, elles n'ont pas atteint le niveau des massacres à grande échelle commis au Moyen-Orient. L'EIGS, comme le GSIM, vise essentiellement les services de sécurité des pays de la région, ainsi que les forces étrangères, afin d'éviter que les populations locales ne se retournent contre lui.

Ainsi la divergence idéologique qui existe entre Al-Qaïda et Daech et qui a entraîné des affrontements violents au Moyen-Orient, n'a-t-elle pas un semblable écho au Sahel. Yahia Abou Hammam, ancien chef d'AQMI au Sahel, avait déclaré en 2016 en se référant à l'EIGS que « les contacts étaient normaux avec eux », et qu'il espérait que « Dieu les remettrait dans le droit chemin de la vérité³³ ». Les tentatives de rapprochement ci-dessus décrites laissent penser qu'une coopération entre ces deux organisations est parfaitement possible. Serge Daniel, journaliste à RFI et spécialiste du djihadisme, va jusqu'à envisager « une mutualisation des forces entre le GSIM et l'EIGS, à savoir, que lorsque l'un d'entre eux est en difficulté, l'autre pourra lui venir en aide³⁴. » Il considère que les relations entre les deux organisations sont fonctionnelles,

30. Entretien avec Lemine Ould Mohamed Salem, journaliste spécialiste de la mouvance djihadiste, octobre 2018.

31. *Id.*

32. « Douze personnes tuées dans l'attaque d'un village du nord-est du Mali », RFI, 17 juillet 2018, disponible sur : <www.rfi.fr>.

33. Interview de Yahia Abou Hammam, chef d'AQMI au Sahel, réalisée par l'agence de presse mauritienne Al Akhbar, en janvier 2016, disponible sur : <<http://arc.alakhbar.info>>.

34. Entretien téléphonique avec Serge Daniel, octobre 2018.

et complémentaires. Pour lui, l'éventualité d'une fusion entre les deux organisations ne peut être exclue, même s'il écarte toutefois sa possibilité pour le court terme. De son côté, Lemine Ould Mohamed Salem considère que si les deux organisations n'ont officiellement aucun lien et sont censées être concurrentes, elles évoluent en fait dans un même environnement, et s'y entraînent³⁵.

Un affaiblissement de l'EIGS pourrait inciter les deux organisations à se rapprocher davantage. À cet égard, l'EIGS a été, depuis la mi-2018, la cible de plusieurs opérations militaires de la force Barkhane, au cours desquelles plusieurs dizaines de djihadistes ont été tués, dont Mohamed Ag Almouner, l'un des principaux lieutenants d'Al-Sahraoui, abattu en août 2018. Le mois précédent, Sultan Ould Badi, chef de l'une des principales katibas de l'EIGS, s'était rendu aux services de sécurité algériens. C'est dans ce contexte que le colonel Steiger, porte-parole de l'état-major de l'armée française, a déclaré : « On considère que le groupe terroriste EIGS est désormais affaibli. Il est déstructuré par la perte de certains cadres de haut niveau, il est désorganisé depuis la perte de sa capacité de ravitaillement dont le groupe de Mohamed Ag Almouner était en partie responsable. Il a ainsi perdu sa liberté d'action, perdu sa liberté de trafic dans cette zone, c'est-à-dire dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger, sa zone de prédilection³⁶. »

L'effondrement de Daech en zone syro-irakienne va avoir un impact sur les autres régions où opèrent des groupes djihadistes. Cet impact est déjà visible au Sahel, où les groupes liés à Al-Qaïda et Daech n'ont pas attendu la chute de Baghouz, dernier bastion de l'État islamique en Syrie, pour opérer un rapprochement. Les affiliés de Daech au Sahel et dans d'autres zones de conflits (Afghanistan, Yémen, Sinaï, etc.) ne contrôlent pas de territoires, à la différence du califat syro-irakien de 2014 à 2019. Ils opèrent dans la clandestinité, sous forme de guérilla, et seront donc très difficiles à éliminer totalement. Les filiales de Daech pourront sans doute permettre à cette organisation de perdurer pendant des années.

Le théâtre sahélien devrait constituer une réelle opportunité stratégique pour les groupes djihadistes, en raison de sa vaste étendue, de la fragilité

35. Entretien avec Lemine Ould Mohamed Salem, journaliste et spécialiste de la mouvance djihadiste, octobre 2018.

36. Cité dans « Sahel : selon Barkhane, le groupe EIGS est en voie d'affaiblissement », RFI, 31 août 2018, disponible sur : <www.rfi.fr>.

endémique des États de la région, de la croissance démographique et des faibles perspectives économiques de certains pays. Les djihadistes ont déjà commencé à instrumentaliser des conflits anciens – comme ceux qui opposent les Peuls aux Dogons au Mali –, et continueront probablement dans cette voie. Une migration massive des « jusqu’aux-boutistes » du Moyen-Orient vers le Sahel est peu probable mais le terreau sahélien est suffisamment fertile pour permettre au djihadisme de s’y développer.



Mots clés

Sahel
Djihadisme
Daech
Al-Qaïda